



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

Unité Interdépartementale Tarn-Aveyron

Réf : 2016 - 0139

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 MARS 2021  
pris à l'encontre de la société FIN'TECH INDUSTRIE  
pour son établissement situé 38 - rue Philippe Lebon  
sur le territoire de la commune d'ALBI**

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de madame Catherine FERRIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 17 novembre 2017 portant nomination de monsieur Michel LABORIE, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 août 2020 portant délégation de signature à monsieur Michel LABORIE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 autorisation la société FIN'TECH INDUSTRIE à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitements de surface et d'une installation de décapage/nettoyage des métaux par traitement thermique situés 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 actualisant les prescriptions de fonctionnement des installations exploitées par la société FIN'TECH INDUSTRIE au 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;
- Vu** l'article 2.5.4. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 susvisé qui indique notamment que : « Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. »

- Vu** l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 susvisé qui indique notamment que :  
« Les rejets sont contrôlés par un organisme agréé par le ministère chargé de l'écologie au minimum une fois par an, sauf le four à pyrolyse pour lequel la fréquence est d'une fois tous les deux ans. »
- Vu** l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 susvisé qui indique notamment que :  
« Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs et cuves de traitement doivent être captées au mieux et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'annexe 1. »
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 18 janvier 2021 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 12 janvier 2021, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 25 janvier 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;
- Considérant** que le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de liquide dans la capacité de rétention dédiée au bain de décapage chauffé, d'un volume de 1000 litres, situé à l'extérieur des bâtiments, sous abri ;
- Considérant** que le jour de l'inspection, il a été constaté l'absence de déclencheurs d'alarme en point bas à l'intérieur de la capacité de rétention dédiée au bain de décapage chauffé, d'un volume de 1000 litres, situé à l'extérieur des bâtiments, sous abri ;
- Considérant** que le jour de l'inspection, il a été constaté l'absence de dispositif de captation des émissions atmosphériques au niveau du bain de décapage chauffé, d'un volume de 1000 litres, situé à l'extérieur des bâtiments, sous abri ;
- Considérant** que le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des analyses réalisées au cours des années 2019 et 2020 sur les différents rejets atmosphériques de l'établissement ;
- Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FIN'TECH INDUSTRIE de respecter les dispositions de l'article 2.5.4. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 ainsi que celles des articles 3 et 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** - La société FIN'TECH INDUSTRIE, située 38 – rue Philippe Lebon à Albi, est mise en demeure de respecter **avant le 30 avril 2021** les dispositions de l'article 2.5.4. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 susvisé.

**Article 2** – La société FIN'TECH INDUSTRIE, située 38 – rue Philippe Lebon à Albi, est mise en demeure de respecter **avant le 30 avril 2021** les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 susvisé.

**Article 3** – La société FIN'TECH INDUSTRIE, située 38 – rue Philippe Lebon à Albi, est mise en demeure de respecter **avant le 31 octobre 2021** les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 susvisé.

**Article 4** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 5** – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° - Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° - Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

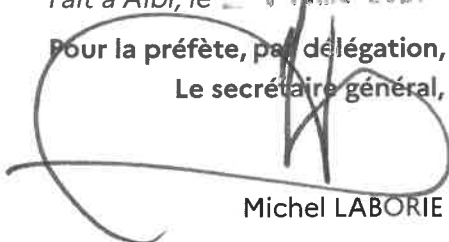
**Article 6** – Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Albi pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 7** – Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune d'Albi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FIN'TECH INDUSTRIE.

Fait à Albi, le **4 MARS 2021**

Pour la préfète, par délégation,  
Le secrétaire général,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a long horizontal stroke.

Michel LABORIE